



Crest, le 21 novembre 2014

Direction Générale des Services
Affaire suivie par Christian-Jacques GAËL
☎ 04 75 76 61 18
Nos réf. : DGS/CJG/AT – 2014/772

Madame, Monsieur le Conseiller municipal,

Le Conseil Municipal est convoqué le :

Vendredi 28 novembre 2014 à 20 h 30

Salle Max TABARDEL
(3^{ème} étage de la Mairie).

Je vous prie de bien vouloir assister à cette réunion.

Recevez, Madame, Monsieur le Conseiller municipal, l'expression de mes salutations distinguées.

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest
Par empêchement du Maire
Jean-Pierre POINT
Premier Adjoint

ORDRE DU JOUR

- Voir liste ci-jointe -

NOTE RELATIVE AUX PROCURATIONS

En cas d'impossibilité, je vous rappelle que vous avez la faculté de donner procuration à un autre membre du Conseil Municipal au moyen de la formule au dos. Pour assurer le respect des règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales*, il y aura lieu, toutefois, de vous assurer que le Conseiller choisi n'est pas titulaire d'une autre procuration.

**Extrait du Code Général des Collectivités Territoriales, article L. 2121.20*

Un Conseiller Municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même Conseiller Municipal ne peut être porteur que d'un seul mandat. Le mandat est toujours révocable.

Sauf en cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

ORDRE DU JOUR

- 1 - Débat d'orientation budgétaire
- 2 - Délégation de Service public relative à l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable : Avenant n° 7
- 3 - Délégation de Service public relative à l'exploitation du service d'assainissement : Avenant n° 4
- 4 - Réduction de la pollution pluviale : Demande de subvention à l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse
- 5 - Mise en conformité des périmètres de protection des captages d'eau potable à la station des Pues à Alex :
 - Approbation du protocole d'accord avec M. Henri LABRAT
 - Approbation du protocole d'accord avec Mme et M. Jean-François DURAND
 - Approbation du protocole d'accord avec Mme et M. Serge VINCENTE
- 6 - Syndicat d'Irrigation Drômois :
 - Adhésion de nouvelles communes
 - Retrait de la commune de Romans sur Isère
 - Approbation des nouveaux statuts
- 7 - Cession d'une parcelle de terrain à la Croix de Romans à la SCI COVIMMO Crest
- 8 - Centre Technique Equin : Autorisation de déposer une déclaration préalable en vue de l'installation d'un cabinet de vétérinaire
- 9 - Demande de subvention de l'Etat au titre des amendes de police pour des aménagements de sécurité
- 10 - Conventions de servitudes avec ErDF pour l'installation de canalisations souterraines quartier Saint-Antoine
- 11 - Convention de mutualisation entre la commune et la CCAS
- 12 - Convention de partenariat entre la ville de Crest, le CCAS et Drôme Aménagement Habitat pour l'amélioration du cadre de vie des habitants
- 13 - Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans : Transfert d'emprunts
- 14 - Constitution d'un groupement de commandes pour un marché public d'assurances
- 15 - Marché public d' assurances : Lancement d'un appel d'offres
- 16 - Budget de la ZAC de la Condamine : Décisions modificatives n° 1 – Exercice 2014
- 17 - Désignation des représentants de la commune au Conseil d'administration du collège Revesz-Long
- 18 - Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'USC gymnastique
- 19 - Personnel communal : Liste des emplois justifiant l'attribution d'un logement de fonction
- 20 - Personnel communal : Modification du tableau des effectifs

NOTE DE SYNTHÈSE

1 - Débat d'orientation budgétaire

Le débat d'orientation budgétaire constitue la première étape du cycle budgétaire. Ce débat porte sur les choix budgétaires opérés par la collectivité pour l'année à venir, tant en matière de fonctionnement qu'en matière d'investissement. Il doit se tenir dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Pour la 19^{ème} année consécutive, les taux de la fiscalité communale seront maintenus sur les mêmes bases que 2014, le montant de la dette sera diminué.

Comme par le passé, l'amélioration du cadre de vie des Crestois sera renforcée :

- S'agissant notamment des voiries et des aménagements, il est prévu la poursuite des travaux dans l'avenue Henri Grand, avec la rénovation des réseaux humides entre la rue du 8 mai 45 et la rue Sainte-Euphémie,
- La poursuite de la rénovation du Square du 8 mai 1945 et la réfection de la fontaine,
- Le démarrage de l'opération rue Driss Chraïbi, avec les travaux de réseaux humides,
- L'engagement d'une étude urbaine sur le quartier Armorin, afin de définir un schéma global d'aménagement au regard des enjeux de déplacements et d'espaces publics,
- Le lancement de la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme.

Dans le cadre du plan annuel des travaux dans les établissements scolaires, seront engagés la réfection de la toiture de l'école primaire Anne Pierjean, des travaux de peinture dans les écoles et le renouvellement du mobilier et du parc informatique.

L'actualisation de l'Agenda 21 sera proposée suite au renouvellement du Comité 21.

Les programmations portant sur le bâtiment d'accueil de la Tour, l'ancienne caserne des pompiers, comme de la maison des associations seront budgétisées.

Enfin les études visant à lutter contre les inondations dans les quartiers de Crest Sud et à la Condamine seront poursuivies.

2 - Délégation de Service public relative à l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable : Avenant n° 7

Par délibération du 27 juin 2014, l'assemblée municipale a approuvé le principe de la délégation de service public pour l'exploitation du service public de production et de distribution d'eau potable sur le territoire de Crest. Un avis d'appel à candidature a été lancé le 28 juillet 2014

Toutefois, compte tenu des délais liés à l'attribution de cette délégation de service public et à la nécessité d'assurer la continuité du service public, il s'avère indispensable de signer un avenant n°7 au marché de délégation actuel afin d'en prolonger les délais d'exécution.

Il est demandé au conseil municipal d'approuver cet avenant n°7.

3 - Délégation de Service public relative à l'exploitation du service d'assainissement : Avenant n° 4

Par délibération du 27 juin 2014, l'assemblée municipale a approuvé le principe de la délégation de service public pour l'exploitation du service public de l'assainissement (collecte et transport) sur le territoire de Crest. Un avis d'appel à candidature a été lancé le 28 juillet 2014.

Toutefois, compte tenu des délais liés à l'attribution de cette délégation de service public et à la nécessité d'assurer la continuité du service public, il s'avère indispensable de signer un avenant n°4 au marché de délégation actuel afin d'en prolonger les délais d'exécution.

Il est demandé au conseil municipal d'approuver cet avenant n°4.

4 - Réduction de la pollution pluviale : Demande de subvention à l'Agence de l'eau

L'agence de l'eau apporte des aides financières aux collectivités, associations, industriels, agriculteurs... pour la préservation de la ressource en eau, l'amélioration de sa qualité, la lutte contre la pollution ou l'entretien des milieux aquatiques. Dans ce cadre, il est proposé que la ville participe à l'appel à projets tendant à la réduction de la pollution pluviale. Au travers de cette opération, il s'agit d'assurer la collecte du bassin versant et d'infiltrer les eaux de ruissellement d'une pluie maximale vicennale (20 ans), dans le quartier Mazorel.

5 - Mise en conformité des périmètres de protection des captages d'eau potable à la station des Pues à Alex : Approbation du protocole d'accord avec M. Henri LABRAT, avec Mme et M. Jean-François DURAND et Mme et M. Serge VINCENTE

Par délibération en date du 1er septembre, l'assemblée délibérante a approuvé le protocole d'accord avec Mme PERCLY MOREIRA eu égard aux nouvelles contraintes imposées à sa propriété située dans le périmètre de protection rapprochée de la station de pompage des Pues à Alex.

Trois autres propriétés sont frappées de servitudes, instituées par l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2013. Les négociations en cours avec les propriétaires ont permis d'obtenir l'accord de M. Henri LABRAT, Mme et M. Jean-François DURAND ainsi que Mme et M. Serge VINCENTE, lequel accord sera formalisé par une « convention pour l'indemnisation des propriétaires inclus dans les périmètres de protection des captages d'eau potable de la ville de Crest ». Ainsi, la ville prendra en charge la réalisation des travaux de mise en conformité rendus nécessaires par ledit arrêté préfectoral.

6 - Syndicat d'Irrigation Drômois :

- **Adhésion de nouvelles communes**
- **Retrait de la commune de Romans sur Isère**
- **Approbation des nouveaux statuts**

Par arrêté préfectoral 27 mai 2013, il a été constitué, à compter du 1^{er} janvier 2014, un nouveau syndicat intercommunal dénommé « le Syndicat d'Irrigation Drômois » issu de la fusion de 12 syndicats.

Les communes de Bren, Chavannes, Marsaz, Montchenu, Crépol, Margès, Saint Donat sur l'Herbasse, Arthemonay, Bathernay, Saulce sur Rhône, Mirmande, Charmes sur l'Herbasse ayant sollicité leur adhésion audit Syndicat, il revient au conseil municipal de la commune, en tant que membre de ce syndicat, d'émettre un avis sur ces adhésions.

Par ailleurs, à la suite de la demande de retrait de la commune de Romans-sur Isère, il convient de se prononcer sur cette demande.

Enfin, le comité syndical a par délibération du 28 octobre 2014 approuvés les statuts applicables du 1^{er} janvier 2015. Chaque commune adhérente doit les approuver.

7 – Cession d'une parcelle de terrain à la Croix de Romans à la SCI COVIMMO CREST

La commune est propriétaire d'une parcelle de terrain cadastrée section ZP n° 147, d'une superficie de 1 125 m², jouxtant l'hôtel-restaurant « La Saleine ». La SCI COVIMMO CREST, représentée par sa gérante, Mme Frédérique VITAT, est en voie d'acquisition de l'établissement hôtelier. Dans le cadre de ce rachat, elle a fait part de son souhait d'acquérir ladite parcelle afin de disposer de la maîtrise foncière dans la perspective d'un éventuel développement de l'activité.

8 – Centre Technique Equin : Autorisation de déposer une déclaration préalable en vue de l'installation d'un cabinet vétérinaire

La SCEA Lusitaniam Dream est titulaire d'un bail emphytéotique administratif pour la gestion du centre technique équin. Alors que la société veut développer ses activités en installant un cabinet vétérinaire spécialisé dans la race équine, il est demandé au Conseil municipal d'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable pour cette installation, conformément audit bail.

9 - Demande de subvention de l'État au titre des amendes de police pour des aménagements de sécurité

Le produit des amendes de police est une recette versée par l'État pour soutenir les projets d'aménagement sécuritaire. Il est proposé de solliciter ce financement pour des travaux concourant à la sécurité routière, à savoir l'installation de deux coussins berlinois rue des 3 Capitaines et l'aménagement d'un trottoir en béton désactivé accessible aux personnes à mobilité réduite avec la création d'un passage piéton sécurisé rue Driss Chraïbi. Le coût de ces deux opérations d'aménagements sécuritaires s'élève à 28 096 € H.T.

10 - Conventions de servitudes avec ERDF pour l'installation de canalisations souterraines quartier Saint-Antoine

Dans le cadre de travaux d'amélioration et de modernisation du réseau de distribution publique d'électricité dans le quartier Saint-Antoine, ErDF va procéder à l'installation de canalisations souterraines et d'un coffret sur une propriété communale. La présence de ces conduites et l'installation d'un coffret électrique nécessitent l'établissement d'une convention de servitudes afin de formaliser les conditions de réalisation de ces travaux.

11 - Convention de mutualisation entre la commune et le CCAS

Pour une meilleure lisibilité et la cohérence des actions à vocation sociale, l'ensemble des services à vocation sociale a été transféré au Centre Communal d'Action Sociale. La convention qui fixait les objectifs et les modalités financières d'exercice des services ainsi transférés arrivant à échéance, il est proposé de la renouveler. Ce renouvellement est également l'occasion de mettre à jour les missions confiées au CCAS suite au transfert de certains services à l'intercommunalité, et de lister les services mutualisés avec la commune dans un souci de rationalisation des dépenses.

12 - Convention de partenariat entre la ville de Crest, le CCAS et DAH pour l'amélioration du cadre de vie des habitants

Afin de poursuivre l'amélioration du cadre de vie dans les quartiers d'habitat social de la commune, il est nécessaire de poursuivre le partenariat engagé depuis 2011 entre la commune, le CCAS et Drôme Aménagement Habitat. Ce partenariat a permis de développer un maillage social au sein des quartiers d'habitat collectif appartenant à Drôme Aménagement Habitat et de clarifier les interventions techniques entre les différents partenaires. Afin de pérenniser ces actions, il est proposé de signer une nouvelle convention de partenariat entre la commune, le CCAS et Drôme Aménagement Habitat.

13 – Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans : Transfert d'emprunts

Les statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans ont été approuvés par arrêté préfectoral du 28 février 2014. Le transfert de compétences d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) implique le transfert des moyens matériels, financiers et humains du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre. La commune de Crest va donc transférer à la communauté de communes les emprunts liés aux compétences transférées.

Pour ce faire, les établissements bancaires souhaitent qu'une délibération précise pour chaque emprunt le capital restant dû transféré à la communauté de communes. Il convient de transférer, dans ce cadre, 8 emprunts.

14 - Constitution d'un groupement de commandes pour un marché public d'assurances

L'intégralité des marchés des assurances de la commune de Crest et du CCAS arrive à échéance le 31 décembre 2015.

Le Code des marchés publics permet d'instituer des groupements de commande pour la fourniture et la gestion commune de prestations. Il est proposé d'élaborer un groupement de commandes avec le CCAS pour des marchés d'assurances.

15 – Marché public d'assurances : Lancement d'un appel d'offres

Le groupement de commandes ayant été constitué, l'assemblée est invitée à autoriser M. le Maire à lancer un appel d'offres ouvert pour ce marché, qui concerne les contrats suivants : Responsabilité civile, flotte et commettant, dommages aux biens, risques statutaires, protection juridique, dommages aux objets d'art. Il sera établi pour une durée de quatre années.

16 - Budget de la ZAC de la Condamine : Décisions modificatives n° 1 – Exercice 2014

Il convient de procéder à des ajustements comptable concernant l'article 6227 «frais d'actes et de contentieux » de la section de fonctionnement, compte tenu d'un recours contre une déclaration préalable accordée dans ce périmètre. Il est précisé que le requérant s'est désisté de cette instance par la suite.

17 – Désignation des représentants de la commune de Crest au Conseil d'administration du collège Revesz-Long

A la suite des élections municipales, l'assemblée a procédé à la désignation de ses délégués dans différents organismes ou instances. Un décret du 24 octobre 2014 est venu modifier la composition du conseil d'administration des Établissements Publics Locaux d'Éducation. A la demande du collège Revesz-Long, il convient de procéder à une nouvelle désignation.

18 - Attribution d'une subventions exceptionnelle à l'USC gymnastique

Afin de soutenir les initiatives qui concourent à l'animation sportive sur le territoire communal, il est proposé d'accorder une subvention exceptionnelle à l'USC Gymnastique pour lui permettre de faire face à des dépenses importantes lors d'un déplacement à Vendôme du 6 au 8 juin dans le cadre du Championnat de France.

19 - Personnel communal : Liste des emplois justifiant l'attribution d'un logement de fonction

L'assemblée délibérante a fixé la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué gratuitement ou moyennant une redevance par la collectivité, en raison notamment des contraintes liées à l'exercice de ces emplois.

Eu égard aux contraintes liées aux fonctions de Directeur Général des Services, il est proposé de modifier la liste des emplois justifiant l'attribution d'un logement de fonction au 1^{er} janvier 2015 et d'accorder pour nécessité absolue de service de la commune, un logement au Directeur Général des Services, compte tenu de la nécessité d'assurer une présence en dehors des heures légalement travaillées, y compris en soirée, le samedi et le dimanche et à certaines périodes de l'année, et d'assurer l'encadrement et la coordination de l'ensemble des services afin de répondre aux situations de sûreté publique, d'urgence, notamment en période de crise.

20 - Personnel communal : Modification du tableau des effectifs

Après le départ en retraite de deux agents municipaux, il convient de pourvoir à leur remplacement. En raison de ces mouvements de personnel et dans le cadre de la réorganisation de services, il convient de procéder à l'actualisation du tableau des effectifs.

*_*_*_*_*

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE A L'EXPLOITATION DU
SERVICE DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'EAU POTABLE :
AVENANT n° 7**

Le rapporteur expose à l'assemblée que la commune a signé un contrat de délégation de service public de type affermage pour l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable le 30 mars 1987 avec la SDEI et ce, pour une durée de 12 ans à compter du 1er avril 1987. Par avenant signé le 2 juin 1992, la durée de ce contrat d'affermage a été prolongée d'une durée de 25 ans à compter du 1er juillet 1992, soit jusqu'au 30 juin 2017.

Par un arrêt du 8 avril 2009, le Conseil d'Etat considère que toutes les conventions de délégation de service public conclues avant l'entrée en vigueur de la loi du 2 février 1995, dont la durée est supérieure à 20 ans et dont le terme excède le 2 février 2015 ne pourront plus être exécutées régulièrement sauf justifications particulières soumises à l'examen du directeur départemental des finances publiques.

Par délibération en date du 27 juin 2014, le conseil municipal a autorisé le principe de la délégation de service public pour l'exploitation du service public de production et de distribution d'eau potable sur le territoire de Crest. Ainsi, un avis d'appel à candidature a été lancé le 28 juillet 2014 en vue de conclure une délégation de service public pour l'exploitation du service public de production, de transport et de distribution d'eau potable.

Toutefois, compte tenu des délais liés à l'attribution de cette délégation de service public et à la nécessité d'assurer la continuité du service public, il s'avère indispensable de signer un avenant n°7 au marché de délégation actuelle afin d'en prolonger les délais d'exécution.

Il est demandé au conseil municipal d'approuver cet avenant n°7.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1411-4 et R. 1411-1,

Vu le contrat d'affermage pour l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable du 30 mars 1987,

Vu le projet d'avenant n°7 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du service de distribution publique d'eau publique,

Vu l'avis du comité technique en date du 6 novembre 2014,

Vu l'avis de la commission «Environnement, Développement durable et Agriculture » du 22 NOV. 2014.

Considérant que le contrat actuel de délégation de service public pour la production et la distribution d'eau potable devient caduque de plein droit le 2 février 2015 en application de la jurisprudence « Olivet »,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE les termes de l'avenant n°7 au contrat d'affermage,

AUTORISE M. le Maire ou un adjoint le représentant à signer tous les actes nécessaires à la conclusion de cet avenant.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p style="text-align: center;">DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE A L'EXPLOITATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT : AVENANT N° 4</p>

Le rapporteur expose à l'assemblée que la commune a signé un contrat de délégation de service public de type affermage pour l'exploitation du service de l'assainissement le 30 mars 1987 avec la SDEI et ce, pour une durée de 12 ans à compter du 1er avril 1987. Par avenant signé le 2 juin 1992, la durée de ce traité d'affermage a été prolongée d'une durée de 25 ans à compter du 1er juillet 1992, soit jusqu'au 30 juin 2017.

Par un arrêt du 8 avril 2009, le Conseil d'Etat considère que toutes les conventions de délégation de service public conclues avant l'entrée en vigueur de la loi du 2 février 1995, dont la durée est supérieure à 20 ans et dont le terme excède le 2 février 2015 ne pourront plus être exécutées régulièrement sauf justifications particulières soumises à l'examen du directeur départemental des finances publiques.

Par délibération en date du 27 juin 2014, le conseil municipal a autorisé le principe de la délégation de service public pour l'exploitation du service public de l'assainissement (collecte et transport) sur le territoire de Crest. Ainsi, un avis d'appel à candidature a été lancé le 28 juillet 2014 en vue de conclure une délégation de service publique pour l'exploitation du service public de collecte et de transport des eaux usées.

Toutefois, compte tenu des délais liés à l'attribution de cette délégation de service public et à la nécessité d'assurer la continuité du service public, il s'avère indispensable de signer un avenant n° 4 au marché de délégation actuelle afin d'en prolonger les délais d'exécution.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver cet avenant n°4.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1411-4 et R. 1411-1,

Vu le contrat d'affermage pour l'exploitation du service de l'assainissement,

Vu le projet d'avenant n°4 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du service public de collecte et de transport des eaux usées,

Vu l'avis du comité technique en date du 6 novembre 2014,

Vu l'avis de la commission «Environnement, Développement durable et Agriculture » du 22 NOV. 2014

Considérant que le contrat actuel de délégation de service public pour la collecte et le transport des eaux usées devient caduque de plein droit le 2 février 2015 en application de la jurisprudence « Olivet »,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE les termes de l'avenant n°4 au contrat d'affermage,

AUTORISE M. le Maire ou un adjoint le représentant à signer tous les actes nécessaires à la conclusion de cet avenant.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

**REDUCTION DE LA POLLUTION PLUVIALE :
DEMANDE DE SUBVENTION A L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE**

Le rapporteur expose à l'assemblée que la rétention d'eau pluviale à la source diminue leur pollution et impacte sur les milieux aquatiques.

La maîtrise des eaux pluviales constitue un enjeu pour de nombreuses collectivités. En effet, s'il est relativement facile de prévoir les volumes d'eaux usées domestiques rejetés dans les réseaux d'assainissement, il en va différemment des eaux pluviales dont les brutales variations de débit provoquent des inondations et des déversements d'eaux usées non traitées dans les milieux.

Outre la mise en séparatif des réseaux, il s'agit de réduire le volume d'eaux pluviales strictes collecté dans le réseau unitaire.

Cette opération a pour objectif la rétention d'eau à la source. Ainsi, pour une occurrence vicennale (20 ans), après collecte, le réseau de collecte sera constitué d'un fossé enherbé puis les eaux de ruissellement du quartier Mazorel seront ensuite stockées et infiltrées au moyen d'un bassin de 8 000 m³.

Au delà de l'occurrence vicennale, le trop plein sera évacué directement dans la rivière Drôme.

Ce projet vient compléter les réalisations antérieures dans le quartier, notamment celles des rues Paul Goy et du Chemin de Revesz-Long où les eaux de voiries sont recueillies par des noues d'infiltration.

L'aménagement de la rue Driss Chraïbi sera conçu avec une évacuation de de trop plein dans le bassin cité ci-dessus.

La gestion des eaux de pluie du quartier s'inscrit dans un programme collectif de récupération évitant la surcharge de réseau d'assainissement traditionnel et la pollution du milieu naturel.

Le Conseil Municipal,

Vu l'appel à projet pour l'année 2014 «Réduire la pollution pluviale » initié par l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse,

Considérant que la commune est engagée dans une démarche d'Agenda 21 et que cette action répond aux objectifs de préservation de l'environnement, de prévention des inondations, et de lutte contre les pollutions des eaux,

Vu l'avis de la commission "Agriculture, Environnement, Développement durable" du **22 NOV. 2014**

Après en avoir délibéré,

DECIDE de participer à l'appel à projet régional financé par l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, "Réduire la pollution pluviale »,

SOLLICITE un soutien financier pour cette opération au titre des projets visant à réduire les volumes d'eaux pluviales collectés,

Au titre de cet appel à projets, l'aide de l'Agence de l'eau pour l'ensemble des actions est une subvention

de 50% maximum.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

**MISE EN CONFORMITE DES PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES
D'EAU POTABLE A LA STATION DES PUES D'ALLEX :
APPROBATION DU PROTOCOLE D'ACCORD AVEC M. Henri LABRAT**

Le rapporteur expose à l'assemblée que la commune est propriétaire de 4 puits situés sur le territoire de la commune d'ALLEX, au lieu-dit « Les Pues ». Ces puits constituent la principale source d'alimentation en eau potable de la commune.

Il rappelle que par délibération en date du 17 mars 2005, le Conseil Municipal a décidé de procéder à la mise en conformité des périmètres de protection du champs captant des Pues à ALLEX.

Puis par délibération en date du 7 novembre 2011, la commune a sollicité M. le Préfet pour l'ouverture conjointe d'une enquête publique et parcellaire pour la mise en conformité du champ captant des Pues à ALLEX.

Les périmètres de protection correspondent à un zonage établi autour des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine en vue d'assurer la préservation de sa qualité. Définis sur la base de critères hydrogéologiques, ils conduisent à l'instauration de servitudes.

Ainsi, en application de l'arrêté préfectoral n°2013046-0006 du 15 février 2013, le projet de mise en conformité des périmètres de protection du champ captant situé sur la commune d'Allex et exploité par la ville de Crest pour son alimentation en eau potable, a été soumis à une enquête publique unique :

- Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux et de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines et d'instauration de périmètre de protection (immédiat, rapproché et éloigné),
- Enquête préalable à l'autorisation de prélèvement d'eau au titre de la loi sur l'eau.

Cette enquête unique s'est déroulée du 25 mars au 26 avril 2013 inclus.

Sur la base des conclusions du commissaire enquêteur, M. le Préfet a pris un arrêté n°2013295-0010 en date du 22 octobre 2013 déclarant d'utilité publique au bénéfice de la commune de Crest :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du champ captant des pues, sis sur la commune d'Allex,
- la création de périmètre de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour des ouvrages de captage et l'institution de servitudes et réglementations associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

Après la conclusion d'un protocole d'accord avec Mme Marie Hélène Andrée PECLY MOREIRA, née MICHELAS, par courrier en date du 12 juin 2014, il a été notifié à M. Henri LABRAT une offre d'indemnisation en nature pour constitution de servitude d'utilité publique, lequel nous a signifié son accord en date du 21 octobre 2014.

Ainsi, la commune fera réaliser à ses frais, pour l'ensemble des propriétés concernées, la mise aux normes des stockages d'hydrocarbure conformément à la réglementation en vigueur, le comblement de puits d'irrigation abandonné, le verrouillage des piézomètres abandonnés.

S'agissant de la propriété de M. LABRAT, il conviendra de procéder au remplacement d'une cuve fuel en plastique de 2 000 l par une cuve équipée d'une deuxième enveloppe étanche, et d'effectuer le dégazage, le nettoyage et l'évacuation des anciennes cuves. Le coût de ces travaux est estimé à 1 955,70 € H.T.

Le Conseil municipal,

Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement durable et Agriculture » en date du , 22 NOV. 2014

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la convention pour l'indemnisation des propriétaires inclus dans les périmètres de protection des captages d'eau potable de la ville de Crest devant intervenir entre la commune et M. Henri LABRAT.

AUTORISE M. le Maire ou un adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

**MISE EN CONFORMITE DES PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES
D'EAU POTABLE A LA STATION DES PUES D'ALLEX :
APPROBATION DU PROTOCOLE D'ACCORD AVEC Mme et M. JEAN-FRANCOIS DURAND**

Le rapporteur expose à l'assemblée que la commune est propriétaire de 4 puits situés sur le territoire de la commune d'ALLEX, au lieu-dit « Les Pues ». Ces puits constituent la principale source d'alimentation en eau potable de la commune.

Il rappelle que par délibération en date du 17 mars 2005, le Conseil Municipal a décidé de procéder à la mise en conformité des périmètres de protection du champs captant des Pues à ALLEX.

Puis par délibération en date du 7 novembre 2011, la commune a sollicité M. le Préfet pour l'ouverture conjointe d'une enquête publique et parcellaire pour la mise en conformité du champ captant des Pues à ALLEX.

Les périmètres de protection correspondent à un zonage établi autour des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine en vue d'assurer la préservation de sa qualité. Définis sur la base de critères hydrogéologiques, ils conduisent à l'instauration de servitudes.

Ainsi, en application de l'arrêté préfectoral n°2013046-0006 du 15 février 2013, le projet de mise en conformité des périmètres de protection du champ captant situé sur la commune d'Allex et exploité par la ville de Crest pour son alimentation en eau potable, a été soumis à une enquête publique unique :

- Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux et de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines et d'instauration de périmètre de protection (immédiat, rapproché et éloigné),
- Enquête préalable à l'autorisation de prélèvement d'eau au titre de la loi sur l'eau.

Cette enquête unique s'est déroulée du 25 mars au 26 avril 2013 inclus.

Sur la base des conclusions du commissaire enquêteur, M. le Préfet a pris un arrêté n°2013295-0010 en date du 22 octobre 2013 déclarant d'utilité publique au bénéfice de la commune de Crest :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du champ captant des pues, sis sur la commune d'Allex,
- la création de périmètre de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour des ouvrages de captage et l'institution de servitudes et réglementations associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

Ainsi, la commune fera réaliser à ses frais, pour l'ensemble des propriétés concernées, la mise aux normes des stockages d'hydrocarbure conformément à la réglementation en vigueur, le comblement de puits d'irrigation abandonné, le verrouillage des piézomètres abandonnés.

S'agissant de la propriété de Mme et M. DURAND, il conviendra de procéder à la fourniture et la pose de deux cuves en plastiques de 1 500 l et d'effectuer le dégazage, le nettoyage et l'évacuation des anciennes cuves et la neutralisation d'une cuve de fuel de 4 000 l. Le coût de ces travaux est estimé à 6 097,89 € H.T.

La commune remboursera le remplacement en 2012 de deux cuves :

- citerne double parois 3 000 litres
- citerne double parois 1 400 litres

pour un montant de 6 043,69 € TTC

Le Conseil municipal,

Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement durable et Agriculture » en date du
22 NOV. 2014

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la convention pour l'indemnisation des propriétaires inclus dans les périmètres de protection des captages d'eau potable de la ville de Crest devant intervenir entre la commune et Mme et M. DURAND.

AUTORISE M. le Maire ou un adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

**MISE EN CONFORMITE DES PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES
D'EAU POTABLE A LA STATION DES PUES D'ALLEX :
APPROBATION DU PROTOCOLE D'ACCORD AVEC Mme et M. SERGE VINCENTE**

Le rapporteur expose à l'assemblée que la commune est propriétaire de 4 puits situés sur le territoire de la commune d'ALLEX, au lieu-dit « Les Pues ». Ces puits constituent la principale source d'alimentation en eau potable de la commune.

Il rappelle que par délibération en date du 17 mars 2005, le Conseil Municipal a décidé de procéder à la mise en conformité des périmètres de protection du champs captant des Pues à ALLEX.

Puis par délibération en date du 7 novembre 2011, la commune a sollicité M. le Préfet pour l'ouverture conjointe d'une enquête publique et parcellaire pour la mise en conformité du champ captant des Pues à ALLEX.

Les périmètres de protection correspondent à un zonage établi autour des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine en vue d'assurer la préservation de sa qualité. Définis sur la base de critères hydrogéologiques, ils conduisent à l'instauration de servitudes.

Ainsi, en application de l'arrêté préfectoral n°2013046-0006 du 15 février 2013, le projet de mise en conformité des périmètres de protection du champ captant situé sur la commune d'Allex et exploité par la ville de Crest pour son alimentation en eau potable, a été soumis à une enquête publique unique :

- Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux et de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines et d'instauration de périmètre de protection (immédiat, rapproché et éloigné),
- Enquête préalable à l'autorisation de prélèvement d'eau au titre de la loi sur l'eau.

Cette enquête unique s'est déroulée du 25 mars au 26 avril 2013 inclus.

Sur la base des conclusions du commissaire enquêteur, M. le Préfet a pris un arrêté n°2013295-0010 en date du 22 octobre 2013 déclarant d'utilité publique au bénéfice de la commune de Crest :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du champ captant des pues, sis sur la commune d'Allex,
- la création de périmètre de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour des ouvrages de captage et l'institution de servitudes et réglementations associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

Ainsi, la commune fera réaliser à ses frais, pour l'ensemble des propriétés concernées, la mise aux normes des stockages d'hydrocarbure conformément à la réglementation en vigueur, le comblement de puits d'irrigation abandonné, le verrouillage des piézomètres abandonnés.

S'agissant de la propriété de M et Mme Serge VINCENTE, il conviendra de procéder à la pose de cadenas pour les deux piézomètres, au remplacement d'une cuve fuel en plastique de 2 000 litres par une cuve équipée d'une deuxième enveloppe étanche, ainsi que le dégazage, le nettoyage et l'évacuation des anciennes cuves. Le coût de ces travaux est estimé à 1 440 € H.T.

Le Conseil municipal,

Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement durable et Agriculture » en date du
22 NOV. 2014

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la convention pour l'indemnisation des propriétaires inclus dans les périmètres de protection des captages d'eau potable de la ville de Crest devant intervenir entre la commune et Mme et M. Serge VINCENTE.

AUTORISE M. le Maire ou un adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

SYNDICAT D'IRRIGATION DROMOIS : ADHESION DE COMMUNES

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que l'arrêté préfectoral 2013.147.0051 du 27 mai 2013 a constitué, à compter du 1^{er} janvier 2014, un nouveau syndicat intercommunal dénommé « le Syndicat d'Irrigation Drômois » issu de la fusion de 12 syndicats.

Les communes de Bren, Chavannes, Marsaz, Montchenu, Crépol, Margès, Saint Donat sur l'Herbasse, Arthemonay, Bathernay, Saulce sur Rhône, Mirmande, Charmes sur l'Herbasse ont sollicité leur adhésion au Syndicat d'Irrigation Drômois. Cette adhésion a reçu un avis favorable du comité syndical du 18 septembre 2014.

Il revient au conseil municipal de la commune, en tant que membre de ce syndicat, d'émettre un avis sur ces nouvelles adhésions.

Le Conseil Municipal,

Vu l'arrêté préfectoral 2013.147.0051 du 27 mai 2013 portant constitution à compter du 1^{er} janvier 2014 d'un nouveau syndicat intercommunal dénommé « le Syndicat d'Irrigation Drômois » issu de la fusion de 12 syndicats,

Vu la délibération du comité du syndicat d'irrigation drômois en date du 18 septembre 2014 relative à l'adhésion de communes au syndicat,

Après en avoir délibéré,

DONNE son accord pour l'adhésion des communes citées ci-dessus.

PRECISE que la présente délibération prendra effet dès la publication de l'arrêté préfectoral entérinant les décisions concordantes des communes adhérentes au Syndicat d'Irrigation Drômois.

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'Adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p align="center">SYNDICAT D'IRRIGATION DROMOIS : RETRAIT DE LA COMMUNE DE ROMANS SUR ISERE</p>
--

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que l'arrêté préfectoral 2013.147.0051 du 27 mai 2013 a constitué, à compter du 1^{er} janvier 2014, un nouveau syndicat intercommunal dénommé « le Syndicat d'Irrigation Drômois » issu de la fusion de 12 syndicats.

La commune de Romans-sur Isère a sollicité son retrait du périmètre du Syndicat d'Irrigation Drômois. Ce retrait a reçu un avis favorable du comité syndical du 18 septembre 2014.

Il revient au conseil municipal de la commune, en tant que membre de ce syndicat, d'émettre un avis sur ce retrait.

Le Conseil Municipal,

Vu l'arrêté préfectoral 2013.147.0051 du 27 mai 2013 portant constitution à compter du 1^{er} janvier 2014 d'un nouveau syndicat intercommunal dénommé « le Syndicat d'Irrigation Drômois » issu de la fusion de 12 syndicats,

Vu la délibération du comité du syndicat d'irrigation drômois en date du 18 septembre 2014 relative à la sortie de la commune de Romans du périmètre du syndicat d'irrigation drômois,

Après en avoir délibéré,

DONNE son accord pour le retrait de la commune de Romans sur Isère.

PRECISE que la présente délibération prendra effet dès la publication de l'arrêté préfectoral entérinant les décisions concordantes des communes adhérentes au Syndicat d'Irrigation Drômois.

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'Adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

SYNDICAT D'IRRIGATION DROMOIS : APOBATION DES NOUVEAUX STATUTS

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que l'arrêté préfectoral 2013.147.0051 du 27 mai 2013 a constitué, à compter du 1^{er} janvier 2014, un nouveau syndicat intercommunal à vocation unique, dénommé « le Syndicat d'Irrigation Drômois ».

Au regard de l'évolution des communes situées dans le périmètre couvert par le syndicat, le comité syndical a par délibération du 28 octobre 2014, approuvé de nouveaux statuts applicables à compter du 1^{er} janvier 2015.

Chaque commune adhérente audit syndicat est invitée à se prononcer.

Le Conseil Municipal,

Vu l'arrêté préfectoral 2013.147.0051 du 27 mai 2013 portant constitution à compter du 1^{er} janvier 2014 d'un nouveau syndicat intercommunal dénommé « le Syndicat d'Irrigation Drômois » issu de la fusion de 12 syndicats,

Vu la délibération du comité syndical en date du 28 octobre 2014 relative à l'approbation des nouveaux statuts du syndicat,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE les nouveaux statuts applicables à compte du 1^{er} janvier 2015.

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'Adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

CESSION D'UNE PARCELLE DE TERRAIN A LA CROIX DE ROMANS A LA SCI COVIMMO CREST
--

Le rapporteur expose à l'assemblée que la commune est propriétaire de la parcelle cadastrée section ZP n° 147 située à la Croix de Romans, d'une superficie de 1 125 m², jouxtant l'hôtel-restaurant « La Saleine. »

La SCI COVIMMO CREST, représentée par Mme Frédérique VITAT, gérante, est en cours d'acquisition des murs et terrain appartenant à la SCI Gervanne, hébergeant l'hôtel-restaurant « La Saleine ». Dans le cadre de ce rachat, elle souhaite acquérir la parcelle cadastrée section ZP n°147 dans la perspective d'un éventuel développement de son activité.

Une proposition de cession de cette parcelle au prix de 40 € HT/m² lui a été faite, proposition que la société a acceptée.

Il est porté à la connaissance de l'assemblée qu'une servitude de passage sera prévue pour les réseaux souterrains d'irrigation.

Il est demandé au Conseil municipal de donner un avis favorable à cette cession.

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission « Economie et Emploi, Commerce, Tourisme » du 24 NOV. 2014

Vu l'avis des Domaines du 14 octobre 2014,

Après en avoir délibéré,

DONNE son accord à la cession par la commune de la parcelle cadastrée section ZP n° 147 d'une superficie de 1 125 m², au prix de 40 € le m², soit 45 000 € HT.

AUTORISE la constitution d'une servitude de passage pour les réseaux souterrains d'irrigation sur cette parcelle.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

**CENTRE TECHNIQUE EQUIN :
AUTORISATION DE DEPOSER UNE DECLARATION PREALABLE EN VUE
DE L'INSTALLATION D'UN CABINET VETERINAIRE**

Le rapporteur informe l'assemblée qu'après le départ des Haras Nationaux, la commune a souhaité que le repreneur du site exerce une activité de reproduction de la filière équine et d'appui techniques aux éleveurs. Par délibération en date du 25 février 2013, le Conseil municipal a approuvé, d'une part, le choix du cocontractant de la commune concernant la gestion du centre technique équin, situé Chemin des Plantas et, d'autre part, les principales caractéristiques du bail emphytéotique.

Par délibération du 11 avril 2013, le conseil municipal a autorisé la signature du bail emphytéotique administratif avec la SCEA Lusitanian Dream pour l'exercice de ses activités, d'une durée de 18 années.

Afin de conforter son assise, la société souhaite installer un cabinet de vétérinaire dans les locaux mis à sa disposition. L'installation d'un cabinet de vétérinaire spécialisé dans la race équine nécessite des aménagements dont la modification des bâtiments existants.

En application du bail emphytéotique administratif qui stipule que, *« si pour les besoins de son activité, l'emphytéote envisageait d'effectuer une construction nouvelle sur le site, cette construction devra, avant le dépôt d'un permis de construire, recueillir l'accord écrit du bailleur »*, il est demandé au Conseil municipal d'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable compte tenu des travaux envisagés.

Le Conseil municipal,

Vu la délibération du 25 février 2013 relative au choix du cocontractant et aux caractéristiques du contrat,

Vu la délibération du 11 avril 2013 autorisant la signature d'un bail emphytéotique administratif avec la SCEA Lusitanian Dream,

Considérant le projet d'aménagement d'un cabinet vétérinaire au sein du centre technique équin,

Vu l'avis de la commission « Economie et Emploi, Commerce, Tourisme » du 24 novembre 2014,

Après en avoir délibéré,

AUTORISE le dépôt d'une déclaration préalable par la SCEA Lusitanian Dream pour le projet susnommé,

AUTORISE M. le Maire ou un adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le
Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

DEMANDE DE SUBVENTION DE L'ETAT AU TITRE DES AMENDES DE POLICE POUR DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE SECURITE
--

Le rapporteur expose à l'assemblée que les sommes allouées par l'Etat, au titre des amendes de polices, doivent être utilisées notamment pour des opérations relevant soit des transports en commun (aménagement et équipements améliorant la sécurité des usagers, l'accueil du public, l'accès aux réseaux, les liaisons entre les réseaux et avec les autres modes de transport) soit à des opérations relevant de la circulation routière (plans de circulation, parcs de stationnement, signalisation, aménagements et travaux concourant à la sécurité routière).

La répartition est proportionnelle au nombre de contraventions dressées l'année précédente sur le territoire de chaque commune.

Pour les communes et groupements de moins de 10 000 habitants, les ressources sont mutualisées au niveau du département. Il appartient ensuite au Conseil Général d'arrêter la liste des subventions allouées dans ce cadre.

La vitesse excessive est une cause majeure de la mortalité routière, responsable de 26 % des accidents mortels en 2013, soit près de 845 décès en France. Depuis quelques années, les radars pédagogiques, les « dos d'ânes », les coussins Berlinoïis ont contribué à une baisse des vitesses moyennes de plus de 10 km/h.

Quant aux coussins de type Berlinoïis, utilisés pour faire respecter les zones 30, ils obligent les automobilistes à réduire leur vitesse.

Dans cet objectif, il est proposé les aménagements suivants :

- Dans la continuité des aménagements déjà réalisés rue Driss Chraïbi, la création d'un trottoir en béton désactivé, accessible aux PMR, et un passage piéton sécurisé à hauteur de la maison de retraite Saint-Anne viendra renforcer la sécurité des accès au collège Revesz-Long, au gymnase Chareyre ou à l'hôpital, et au-delà de tous les piétons qui cheminent dans ce secteur.

Le coût de cet aménagement s'élève à 20 286 € H.T.

- Rue des 3 Capitaines, installation de deux coussins Berlinoïis, afin de renforcer la sécurité aux abords des HLM La Condamine, et réduire la vitesse des automobilistes circulant en entrée d'agglomération .

Le coût de cet aménagement s'élève à 7 810 € H.T. .

Le Conseil Municipal,

Vu l'article R. 2334,10 et suivants de Code Général des Collectivités Territoriales, relatif à la répartition du produit des amendes relatives à la circulation routière,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 24 NOV. 2014

Après en avoir délibéré,

APPROUVE les propositions de travaux ci-dessus énoncées,

SOLLICITE de l'Etat, par l'intermédiaire du Conseil Général de la Drôme, l'octroi d'une subvention au titre du produit des amendes de police.

S'ENGAGE à réaliser les travaux au cours de l'année 2015,

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p style="text-align: center;">CONVENTION DE SERVITUDES AVEC ERDF POUR L'INSTALLATION DE CANALISATIONS SOUTERRAINES QUARTIER SAINT-ANTOINE</p>

Le rapporteur expose à l'assemblée que dans le cadre de l'aménagement des bassins de rétention de Saint-Antoine, le dévoiement préalable de réseaux ERDF est nécessaire. A ce titre, ErDF va — procéder à la pose de trois canalisations souterraines et à l'installation d'un coffret sur la parcelle cadastrée section ZI n° 444 appartenant à la commune.

Au regard du tracé des ouvrages, une servitude grèvera ladite parcelle puisque que ces trois canalisations seront établies sur une longueur totale d'environ 15 mètres.

Ces travaux nécessitent, en conséquence, l'établissement d'un conventions de servitudes afin de formaliser les conditions techniques et juridiques de la réalisation de ces ouvrages par ErDF.

Ces conventions sont conclues à titre gratuit. ErDF prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs ou indirects qui résulteraient de son occupation et ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le projet de « Convention de servitudes » proposé par ErDF relatif à l'installation de trois canalisations souterraines et d'un coffret,

Vu l'avis de la commission "Environnement, Développement Durable et Agriculture" du 22 NOV. 2014

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la constitution de servitudes sur la parcelle cadastrée section ZI n° 444, dans le cadre des travaux quartier Saint-Antoine. Le déplacement de réseaux électriques préalable à l'aménagement des bassins de rétention quartier Saint-Antoine.

AUTORISE la signature de la convention de servitude susmentionnée avec ErDF.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

CONVENTION DE MUTUALISATION ENTRE LA COMMUNE ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
--

Le rapporteur expose à l'assemblée que le Centre Communal d'Action Sociale a été chargé par la commune de la mise en oeuvre de l'ensemble de la politique sociale de la commune et ce, afin de garantir une meilleure lisibilité et cohérence des actions.

Ce transfert de gestion au profit du CCAS avait fait l'objet d'une convention qui définissait les missions transférées ainsi que les modalités d'exercice de celles-ci tant sur le plan financier que technique.

Cette convention arrivant à échéance le 30 novembre 2014, il convient de la renouveler afin de définir les règles de coopération entre la commune et le CCAS pour la mise en place et la gestion des missions d'animation et de coordination de l'action sociale municipale sur le champ de la solidarité, de l'animation, des familles et de l'enfance, pour une durée de six ans.

Le Conseil Municipal,

Vu le projet de convention de mutualisation entre la commune de Crest et le Centre communal d'Action Sociale,

Vu l'avis de la commission « Affaires sociales, santé, personnes âgées, insertion », 27 NOV. 2014

Après en avoir délibéré,

APPROUVE les termes de la convention de mutualisation entre la commune et le CCAS.

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'Adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p align="center">CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE CREST, LE CCAS ET DROME AMENAGEMENT HABITAT RELATIVE A L' AMELIORATION DU CADRE DE VIE DES HABITANTS</p>

Le rapporteur informe l'assemblée que la ville a souhaité améliorer le cadre de vie des habitants des quartiers d'habitat social de la commune.

Dans cette perspective, un bilan a été réalisé par les différentes parties sur les interventions techniques de la commune et du bailleur social (éclairage, voiries, espaces verts,...) et a permis d'identifier les améliorations à conduire au sein des quartiers d'habitat social.

Ce travail avait donné lieu à l'élaboration d'une convention de partenariat entre la commune, le CCAS et Drome Aménagement Habitat sur certains quartiers d'habitat social de la commune.

Cette convention a ainsi permis le développement du maillage social, lequel a permis de renforcer les liens familiaux, le dialogue entre générations, de proposer une aide à la parentalité aux familles parfois désemparées, mais aussi de stimuler les initiatives de quartier en étant à l'écoute des besoins exprimés par la population. Cette action se décline en manifestations festives dans les quartiers d'habitat collectif, présence régulière du référent familles, propositions d'activités sur place ou de sorties loisirs en famille.

Cette convention a également permis un suivi plus régulier des demandes d'interventions des habitants de ces quartiers d'habitat collectif.

Afin de poursuivre le travail réalisé, Il est proposé de signer une nouvelle convention de partenariat entre la commune, le CCAS et Drôme Aménagement Habitat,

Le Conseil municipal,

Vu le projet de convention de partenariat entre DAH, la commune et le CCAS de Crest,

Vu l'avis de la commission « Affaires sociales, santé, personnes âgées, petite enfance, insertion » du **27 NOV. 2014**

Après en avoir délibéré,

APPROUVE les termes de la convention de partenariat relative à la répartition des interventions techniques entre la commune et le bailleur social et relative à l'animation sociale des quartiers.

AUTORISE M. le Maire ou un adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le
Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CRESTOIS ET DU PAYS DE SAILLANS :
TRANSFERT DES EMPRUNTS
EMPRUNT Société de Financement Local - contrat n° MIN500480EUR
(ex MIN233525EUR)**

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que par arrêté 2014059-0005 en date du 28 février 2014, M. le Préfet a approuvé les statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Coeur de Drôme.

Le transfert de compétences d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) implique le transfert des moyens matériels, financiers et humains du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre. La commune de Crest va donc transférer à la communauté de communes les emprunts liés aux compétences transférées.

Par délibération du 6 juin 2014, le Conseil Municipal a acté le transfert, pour partie, d'un emprunt contracté auprès de la Société de Financement Local (ex Dexia Crédit Local) - contrat n° MIN500480 EUR (ex MIN233525EUR)

Lors des derniers calculs des charges transférées qui seront présentés à la Commission Locale d'Evaluation des Charges (CLECT) il a été décidé de modifier la répartition du capital restant dû de ce prêt, et ce afin de permettre à la communauté de communes d'avoir une extinction de dette plus rapide pour lui redonner de l'autofinancement.

Après paiement de l'échéance du 1er novembre 2014, le capital global restant dû s'élève à 387 716,83 € dont 369 631,64 € restent à la charge de la commune de Crest et 18 085,19 € sont à la charge de la communauté de communes, correspondant aux dépenses effectuées pour la rénovation des bassins de la piscine.

Le conseil municipal doit entériner cette nouvelle répartition.

Le Conseil municipal,

Vu l'arrêté 2014059-0005 en date du 28 février 2014 par lequel M. le Préfet a approuvé les statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Coeur de Drôme,

Vu la délibération du 6 juin 2014 décidant le transfert partiel, à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, du prêt n° MIN500480EUR (ex MIN 233525EUR) passé avec la Société de Financement Local

Après en avoir délibéré,

RETIRE la délibération du 6 juin 2014 décidant le transfert partiel, à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, du prêt n° MIN500480EUR (ex MIN233525EUR) passé avec la Société de Financement Local.

DECIDE de transférer à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans - Coeur de Drôme une partie du capital restant dû issu du contrat de prêt n° MIN500480EUR (ex MIN233525EUR) passé avec la Société de Financement Local (ex Dexia Crédit Local) pour un montant de 18 085,19 € (dix huit mille quatre vingt cinq euros dix neuf cents).

PRECISE que la commune de Crest conserve la somme de 369 631,64 € (trois cent soixante neuf mille six cent trente et un euros soixante quatre cents).

AUTORISE M. le maire ou un adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le
Hervé MARITON
Député-maire

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CRESTOIS ET DU PAYS DE SAILLANS :
TRANSFERT DES EMPRUNTS
EMPRUNT CAISSE D'EPARGNE - contrat n° 3583446 (19917409)**

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que par arrêté 2014059-0005 en date du 28 février 2014, M. le Préfet a approuvé les statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Coeur de Drôme.

Le transfert de compétences d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) implique le transfert des moyens matériels, financiers et humains du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre. La commune de Crest va donc transférer à la communauté de communes les emprunts liés aux compétences transférées.

Par délibération du 11 avril 2014, le Conseil Municipal a acté le transfert, pour partie, d'un emprunt contracté auprès de la Caisse d'Epargne - contrat n° 3583446.

Par délibération du 2 octobre 2014, le Conseil Municipal a modifié la répartition du capital restant dû de cet emprunt.

Lors des derniers calculs des charges transférées qui seront présentés à la Commission Locale d'Evaluation des Charges (CLECT) il a été décidé de modifier la répartition du capital restant dû de ce prêt. Une partie de cet emprunt a été identifiée dans le cadre des transferts d'emprunts permettant à la communauté de communes d'avoir une extinction plus rapide pour lui redonner de l'autofinancement.

Ainsi, après paiement de l'échéance du 25 novembre 2014, le capital global restant dû s'élève à 167 861,32 € dont 81 851,86 € restent à la charge de la commune de Crest et 86 009,46 € sont à la charge de la communauté de communes, dont 41 965,34 € dans le cadre du BIE et 44 044,12 € dans le cadre des dépenses diverses

Le Conseil Municipal doit entériner cette nouvelle répartition

Le Conseil municipal,

Vu l'arrêté 2014059-0005 en date du 28 février 2014 par lequel M. le Préfet a approuvé les statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Coeur de Drôme,

Vu la délibération du 11 avril 2014 décidant le transfert partiel, à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, du prêt n° 3583446 passé avec la Caisse d'Epargne

Vu la délibération du 2 octobre 2014 modifiant le montant du capital restant dû transféré à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, du prêt n° 3583446

Après en avoir délibéré,

RETIRE la délibération du 2 octobre 2014 décidant le transfert partiel, à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, du prêt n° 3583446 passé avec la Caisse d'Epargne.

DECIDE de transférer à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans - Coeur de Drôme une partie du capital restant dû issu du contrat de prêt n° 3583446 passé avec la Caisse d'Epargne, pour un montant de 86 009,46 € (quatre vingt six mille neuf euros quarante six cents).

PRECISE que la commune de Crest conserve la somme de 81 851,86 € (quatre vingt un mille huit cent cinquante et un euros quatre vingt six cents) de capital restant dû sur ledit contrat de prêt.

AUTORISE M. le maire ou un adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-maire

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CRESTOIS ET DU PAYS DE SAILLANS :
TRANSFERT DES EMPRUNTS
EMPRUNT Crédit Agricole - Contrat n° 73377**

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que par arrêté 2014059-0005 en date du 28 février 2014, M. le Préfet a approuvé les statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Coeur de Drôme.

Le transfert de compétences d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) implique le transfert des moyens matériels, financiers et humains du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre. La commune de Crest va donc transférer à la communauté de communes les emprunts liés aux compétences transférées.

Par délibération du 6 juin 2014, le Conseil Municipal a acté le transfert, pour partie, d'un emprunt contracté auprès du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes - contrat n° 73377.

Par délibération du 2 octobre 2014, le Conseil Municipal a modifié la répartition du capital restant dû de cet emprunt.

Lors des derniers calculs des charges transférées qui seront présentés à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) il a été décidé de modifier la répartition du capital restant dû de ce prêt, et ce afin de permettre à la communauté de communes d'avoir une extinction de dette plus rapide pour lui redonner de l'autofinancement.

Après paiement de l'échéance du 15 février 2014, le capital global restant dû s'élève à 362 175,85 €, dont 317 151,51 € restent à la charge de la commune de Crest et 45 024,34 € sont à la charge de la communauté de communes, correspondant aux dépenses effectuées pour la rénovation des courts de tennis.

Le Conseil Municipal doit entériner cette nouvelle répartition.

Le Conseil municipal,

Vu l'arrêté 2014059-0005 en date du 28 février 2014 par lequel M. le Préfet a approuvé les statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Coeur de Drôme,

Vu la délibération du 6 juin 2014 décidant le transfert partiel, à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, du prêt n° 73377 passé avec le Crédit Agricole

Vu la délibération du 2 octobre 2014 modifiant le montant du capital restant dû transféré à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, du prêt n° 73377

Après en avoir délibéré,

RETIRE la délibération du 2 octobre 2014 décidant le transfert partiel, à la Communauté du Crestois et du Pays de Saillans, du prêt n° 73377 passé avec le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes.

DECIDE de transférer à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans - Coeur de Drôme, une partie du capital restant dû issu du contrat de prêt n° 73377 passé avec le Crédit Agricole, pour un montant de 45 024,34 € (quarante cinq mille vingt quatre euros trente quatre cents).

PRECISE que la commune de Crest conserve la somme de 317 151,51 € (trois cent dix sept mille cent cinquante et un euros cinquante et un cents) de capital restant dû sur ledit contrat de prêt.

AUTORISE M. le maire ou un adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CRESTOIS ET DU PAYS DE SAILLANS :
TRANSFERT DES EMPRUNTS
EMPRUNT CREDIT MUTUEL - Contrat n° 08931 203124 04**

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que par arrêté 2014059-0005 en date du 28 février 2014, M. le Préfet a approuvé les statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Coeur de Drôme.

Le transfert de compétences d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) implique le transfert des moyens matériels, financiers et humains du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre. La commune de Crest va donc transférer à la communauté de communes les emprunts liés aux compétences transférées.

Par délibération du 6 juin 2014, le Conseil Municipal a acté le transfert, pour partie, d'un emprunt contracté auprès du Crédit Mutuel - contrat n° 08931 203124 04.

Par délibération du 2 octobre 2014, le Conseil Municipal a modifié la répartition du capital restant dû de cet emprunt.

Lors des derniers calculs des charges transférées qui seront présentés à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), il a été décidé de modifier la répartition du capital restant dû de ce prêt, et ce afin de permettre à la communauté de communes d'avoir une extinction de dette plus rapide pour lui redonner de l'autofinancement.

Après paiement de l'échéance du 28 novembre 2014, le capital global restant dû s'élève à 270 639,73 € dont 264 181,60 € restent à la charge de la commune de Crest et 6 458,13 € sont à la charge de la communauté de communes.

Le Conseil municipal doit entériner cette nouvelle répartition.

Le Conseil municipal,

Vu l'arrêté 2014059-0005 en date du 28 février 2014 par lequel M. le Préfet a approuvé les statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Coeur de Drôme,

Vu la délibération du 6 juin 2014 décidant le transfert partiel, à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, du prêt n° 08931 203124 04 passé avec le Crédit Mutuel.

Vu la délibération du 2 octobre 2014 modifiant le montant du capital restant dû transféré à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, du prêt n° 08931 203124 04

Après en avoir délibéré,

RETIRE la délibération du 2 octobre 2014 décidant le transfert partiel, à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, du prêt n° 08931 203124 04 passé avec le Crédit Mutuel.

DECIDE de transférer à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans - Coeur de Drôme, une partie du capital restant dû issu du contrat de prêt n° 08931 203124 04 passé avec le Crédit Mutuel, pour un montant de 6 458,13 € (six mille quatre cent cinquante huit euros treize cents).

PRECISE que la commune de Crest conserve la somme de 264 181,60 € (deux cent soixante quatre mille cent quatre vingt un euros soixante cents) de capital restant dû sur ledit contrat de prêt.

AUTORISE M. le maire ou un adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le
Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CRESTOIS ET DU PAYS DE SAILLANS :
TRANSFERT DES EMPRUNTS
EMPRUNT Crédit Agricole - Contrat n° 46497**

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que par arrêté 2014059-0005 en date du 28 février 2014, M. le Préfet a approuvé les statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Coeur de Drôme.

Le transfert de compétences d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) implique le transfert des moyens matériels, financiers et humains du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre. La commune de Crest va donc transférer à la communauté de communes les emprunts liés aux compétences transférées.

La commune a souscrit auprès du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes, le 7 juillet 2003, un contrat de prêt n° 46497 d'un montant de 200 000 €.

Après paiement de l'échéance du 15 octobre 2014, le capital global restant dû s'élève à 61 684,08 €. La commune de Crest et la communauté de communes se sont entendues pour mettre à la charge de la communauté de communes une partie de cet emprunt correspondant aux dépenses effectuées et ce au titre des compétences transférées.

Cet emprunt a été identifié dans le cadre des transferts d'emprunts permettant à la communauté de communes d'avoir une extinction de dette plus rapide pour lui redonner de l'autofinancement.

Ainsi, 30 841,73 € de ce capital restant dû restent à la charge de la commune de Crest et 30 842,35 € sont à la charge de la communauté de communes.

Le Conseil municipal doit entériner cette répartition.

Le Conseil municipal,

Vu l'arrêté 2014059-0005 en date du 28 février 2014 par lequel M. le Préfet a approuvé les statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Coeur de Drôme,

Après en avoir délibéré,

DECIDE de transférer à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans - Coeur de Drôme, une partie du capital restant dû issu du contrat de prêt n° 46497 passé avec le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes, pour un montant de 30 842,35 € (trente mille huit cent quarante deux euros trente cinq cents).

PRECISE que la commune de Crest conserve la somme de 30 841,73 € (trente mille huit cent quarante et un euros soixante treize cents) de capital restant dû sur ledit contrat de prêt.

AUTORISE M. le maire ou un adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CRESTOIS ET DU PAYS DE SAILLANS :
TRANSFERT DES EMPRUNTS
EMPRUNT Crédit Agricole - Contrat n° 000843501**

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que par arrêté 2014059-0005 en date du 28 février 2014, M. le Préfet a approuvé les statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Coeur de Drôme.

Le transfert de compétences d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) implique le transfert des moyens matériels, financiers et humains du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre. La commune de Crest va donc transférer à la communauté de communes les emprunts liés aux compétences transférées.

La commune a souscrit auprès du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes, le 10 janvier 2003, un contrat de prêt n° 000843501, d'un montant de 200 000 €.

Après l'échéance du 21 octobre 2014, le capital global restant dû s'élève à 56 987,76 €. La commune de Crest et la communauté de communes se sont entendues pour mettre à la charge de la communauté de communes une partie de cet emprunt correspondant aux dépenses effectuées pour la mise en conformité de la déchetterie et d'autre part cet emprunt a été identifié dans le cadre des transferts d'emprunts permettant à la communauté de communes d'avoir une extinction de dette plus rapide pour lui redonner de l'autofinancement.

Ainsi, 23 815,92 € de ce capital restant dû restent à la charge de la commune de Crest et 33 171,84 € sont à la charge de la communauté de communes dont 4 677,96 € pour la déchetterie et 28 493,88 € pour les dépenses diverses

Le Conseil municipal doit entériner cette répartition

Le Conseil municipal,

Vu l'arrêté 2014059-0005 en date du 28 février 2014 par lequel M. le Préfet a approuvé les statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Coeur de Drôme,

Après en avoir délibéré,

DECIDE de transférer à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans - Coeur de Drôme, une partie du capital restant dû issu du contrat de prêt n° 000843501 passé avec le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes, pour un montant de 33 171,84 € (trente trois mille cent soixante et onze euros quatre vingt quatre cents).

PRECISE que la commune de Crest conserve la somme de 23 815,92 € (vingt trois mille huit cent quinze euros quatre vingt douze cents) de capital restant dû sur ledit contrat de prêt.

AUTORISE M. le maire ou un adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CRESTOIS ET DU PAYS DE SAILLANS :
TRANSFERT DES EMPRUNTS
EMPRUNT SOCIETE GENERALE - contrat n° 12079**

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que par arrêté 2014059-0005 en date du 28 février 2014, M. le Préfet a approuvé les statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Coeur de Drôme.

Le transfert de compétences d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) implique le transfert des moyens matériels, financiers et humains du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre. La commune de Crest va donc transférer à la communauté de communes les emprunts liés aux compétences transférées.

La commune a souscrit auprès de la Société Générale, le 4 mai 2001, un contrat de prêt n° 12079 d'un montant de 304 898,03 € (2 000 000 Frs)

Après paiement de l'échéance du 10 novembre 2014, le capital global restant dû s'élève à 42 136,00 €. La commune de Crest et la communauté de communes se sont entendues pour mettre à la charge de la communauté de communes une partie de cet emprunt correspondant aux dépenses effectuées pour l'aménagement de containers enterrés et d'autre part cet emprunt a été identifié dans le cadre des transferts d'emprunts permettant à la communauté de communes d'avoir une extinction de dette plus rapide pour lui redonner de l'autofinancement.

Ainsi, 18 468,29 € de ce capital restant dû restent à la charge de la commune de Crest et 23 667,71 € sont à la charge de la communauté de communes dont 9 848,12 € pour les containers enterrés et 13 819,59 € dans le cadre des dépenses diverses.

Le conseil municipal doit entériner cette répartition.

Le Conseil municipal,

Vu l'arrêté 2014059-0005 en date du 28 février 2014 par lequel M. le Préfet a approuvé les statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Coeur de Drôme,

Après en avoir délibéré,

DECIDE de transférer à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans - Coeur de Drôme une partie du capital restant dû issu du contrat de prêt n° 12079 passé avec la Société Générale, pour un montant de 23 667,71 € (vingt trois mille six cent soixante sept euros soixante et onze cents)

PRECISE que la commune de Crest conserve la somme de 18 468,29 € (dix huit mille quatre cent soixante huit euros et vingt neuf cents) de capital restant dû sur ledit contrat de prêt.

AUTORISE M. le maire ou un adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-maire de Crest

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CRESTOIS ET DU PAYS DE SAILLANS :
TRANSFERT DES EMPRUNTS
EMPRUNT SOCIETE GENERALE - contrat n° 15108**

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que par arrêté 2014059-0005 en date du 28 février 2014, M. le Préfet a approuvé les statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Coeur de Drôme.

Le transfert de compétences d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) implique le transfert des moyens matériels, financiers et humains du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre. La commune de Crest va donc transférer à la communauté de communes les emprunts liés aux compétences transférées.

La commune a souscrit auprès de la Société Générale, le 15 janvier 2004, un contrat de prêt n° 15108 d'un montant de 200 000 €.

Après paiement de l'échéance du 27 octobre 2014, le capital global restant dû s'élève à 71 363,22 €. La commune de Crest et la communauté de communes se sont entendues pour mettre à la charge de la communauté de communes une partie de cet emprunt correspondant aux dépenses effectuées à la piscine, à la déchetterie et d'autre part cet emprunt a été identifié dans le cadre des transferts d'emprunts permettant à la communauté de communes d'avoir une extinction de dette plus rapide pour lui redonner de l'autofinancement.

Ainsi, la totalité du capital restant dû, soit 71 363,22 €, est transféré à la communauté de communes, dont 26 147,70 € pour les travaux de la piscine, 16 881,28 € pour la déchetterie et 28 334,24 € dans le cadre des dépenses diverses.

Le conseil municipal doit entériner ce transfert

Le Conseil municipal,

Vu l'arrêté 2014059-0005 en date du 28 février 2014 par lequel M. le Préfet a approuvé les statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Coeur de Drôme,

Après en avoir délibéré,

DECIDE de transférer à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans - Coeur de Drôme le capital restant dû, issu du contrat de prêt n° 15108 passé avec la Société Générale, pour un montant de 71 363,22 € (soixante et onze mille trois cent soixante trois euros vingt deux cents).

AUTORISE M. le maire ou un adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-maire de CREST

**CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES
POUR UN MARCHÉ PUBLIC D'ASSURANCES**

Le rapporteur expose à l'assemblée qu'en vertu de l'article 8 du Code des Marchés Publics les collectivités publiques et leurs établissements publics peuvent créer des groupements de commandes afin d'assurer la fourniture et la gestion commune des prestations nécessaires à leur fonctionnement.

Conformément à cet article, il a été décidé de créer un groupement de commandes entre la commune et le Centre Communal d'Action Sociale de Crest pour permettre la désignation en commun d'un prestataire. Ce groupement de commandes sera relatif au marché d'assurances.

Afin de déterminer les modalités de fonctionnement de ce groupement, une convention doit être signée entre la commune et le CCAS.

Selon les termes de cette convention, la commune et le CCAS sont associés pendant la phase de définition des besoins. La ville est désignée comme coordonnateur de ce groupement. En tant que tel, elle est chargée de procéder à l'ensemble des procédures de mise en concurrence et à la désignation des titulaires. Celle-ci s'effectuera dans le cadre des procédures de mise en concurrence conformément à la réglementation des marchés publics.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune de Crest et le CCAS et d'autoriser Monsieur le Maire à signer les documents s'y rapportant.

Le Conseil municipal,

Vu le Code des marchés publics,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 24 novembre 2014,

Après en avoir délibéré,

- ACCEPTE les termes de la convention constitutive d'un groupement de commandes entre le CCAS de Crest et la commune de Crest pour le marché d'assurances.

- AUTORISE Monsieur le maire ou un Adjoint à signer la convention et tous les documents s'y rapportant.

Fait et délibéré par les Conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p align="center">MARCHE PUBLIC D'ASSURANCES : LANCEMENT DE L'APPEL D'OFFRES</p>

Le rapporteur expose à l'assemblée que l'intégralité des marchés d'assurance de la commune de Crest et du CCAS arrive à échéance le 31 décembre 2015.

Ceux-ci comprennent les contrats suivants :

- Responsabilité civile,
- Flotte et commettant,
- Dommages aux biens,
- Risques statutaires,
- Protection juridique,
- Dommages aux objets d'art.

Afin d'assurer la continuité du service, il convient que le groupement de commandes constitué par la commune de Crest et le CCAS de Crest lance un marché de prestation de services, sous la forme d'un appel d'offres ouvert.

Le montant annuel de ce marché de prestation de services est estimé comme suit :

Nature du marché	TTC par an	TTC pour 4 ans
Incendie, divers dommages aux biens (commune)	40 483,92	161 935,68
Incendie, divers dommages aux biens (CCAS)	1 629,63	6 518,52
Responsabilité civile (commune)	12 632,92	50 531,68
Responsabilité civile (CCAS)	1 227,20	4 908,80
Flotte (commune)	20 199,84	80 799,36
Flotte (CCAS)	4 883,20	19 532,80
Risques statutaires (commune)	78 420,81	313 683,24
Risques statutaires (CCAS)	11 541,48	46 165,92
Protection juridique (commune)	328,24	1 312,96
Protection juridique (CCAS)	667,19	2 668,76
Dommage aux objets d'art	300,00	1 200,00
TOTAL	172 314,43	689 257,72

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission « Budget » du **27 NOV. 2014**

Après en avoir délibéré,

DONNE son accord au lancement de l'appel d'offres.

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'Adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce marché.

AUTORISE M. le Maire ou l'Adjoint le représentant à lancer un marché négocié en cas d'appel d'offres infructueux.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON

Député-Maire de Crest

<p align="center">BUDGET DE LA ZAC DE LA CONDAMINE DECISION MODIFICATIVE n°1 - EXERCICE 2014</p>
--

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,

Vu la délibération du 12 décembre 2013 approuvant le budget primitif de l'exercice 2014,

Considérant la nécessité de procéder aux modifications de crédits telles que figurant dans le tableau ci-après pour faire face, dans de bonnes conditions, aux opérations financières et comptables liées à l'activité du budget de la ZAC de la Condamine, et notamment le recours intenté contre la déclaration préalable accordée le 17 août 2012 et relative à la division d'une parcelle située dans la ZAC de la Condamine, alors même que le requérant s'est désisté de cette instance par la suite,

Pour la section de fonctionnement :

- Au chapitre 011, et plus particulièrement l'article 6227 « Frais d'actes et de contentieux », compte tenu d'un recours contre une déclaration préalable accordée dans ce périmètre,
- Aux chapitres 70 « produits des services du domaine et vente diverses » et 75 « autres produits de gestion courant »,

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission « Budget » du **27 NOV. 2014**

Après en avoir délibéré,

ADOpte la décision modificative n° 1 telle que figurant dans le tableau ci-joint et relative au budget de la ZAC de la Condamine

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

Décision Modificative n° 1 – 2014

Document budgétaire n° 2 de l'exercice 2014

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES		Propositions complémentaires
011	Charges à caractère général	1 500
6227	Frais d'actes et de contentieux	1 500
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		1 500

RECETTES		Propositions complémentaires
70	Produits des services du domaine et ventes diverses	11 100
70323	Redevance occupation domaine public	11 100
75	Autres produits de gestion courante	-9 600
752	Revenus des immeubles	-9 600
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		1 500

<p align="center">DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLLEGE REVESZ-LONG</p>

Le Conseil municipal,

Vu la délibération du 11 avril 2014 relative à la désignation des délégués du Conseil municipal au Conseil d'administration du collège Revesz-Long,

Vu le Code de l'Education modifié et notamment son article R. 421-14, relatif à la composition de conseil d'administration comprenant 30 membres,

Considérant qu'en application de l'article R. 421-14 du Code de l'Education, « *deux représentants de la commune siége de l'établissement ou lorsqu'il existe un établissement public de coopération intercommunale, un représentant de cet établissement public et un représentant de la commune* » doivent être nommés,

Après en avoir délibéré,

DESIGNE

M. [REDACTED] titulaire,

M. [REDACTED] suppléant.

Représentant de la commune au Conseil d'administration du collège Revesz-Long.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p align="center">ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'UNION SPORTIVE CRESTOISE, SECTION GYMNASTIQUE</p>
--

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1611.4,

Vu la délibération du 12 décembre 2013 approuvant le budget primitif 2014,

Vu la demande de subvention exceptionnelle de l'Union Sportive Crestoise, section gymnastique, qui a participé, dans le cadre du championnat de France UFOLEP, à la finale qui s'est déroulée à VENDOME les 7 et 8 juin 2014,

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement sportif, culturel, touristique et éducatif de la commune,

Vu l'avis de la commission «Budget» du **24 NOV. 2014**

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle à l'Union Sportive Crestoise, section gymnastique, d'un montant de 500 €.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p style="text-align: center;">PERSONNEL COMMUNAL : LISTE DES EMPLOIS JUSTIFIANT L'ATTRIBUTION D'UN LOGEMENT DE FONCTION</p>

Le rapporteur expose à l'assemblée qu'il appartient aux organes délibérants des collectivités locales de fixer la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué à titre gratuit ou moyennant une redevance, en raison des contraintes liées à l'exercice de leurs fonctions.

Les contraintes liées à l'exercice de ces emplois nécessitent de faire la distinction entre la nécessité absolue de service et l'occupation précaire avec astreinte.

Il est précisé à l'assemblée qu'un logement de fonction peut être attribué :

✓ Pour nécessité absolue de service

Ce dispositif est réservé :

- aux agents qui ne peuvent accomplir normalement leur service sans être logés sur leur lieu de travail ou à proximité notamment pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de responsabilité,
- à certains emplois fonctionnels,
- et à un seul collaborateur de cabinet.

Cet avantage constitue pour l'intéressé le seul moyen d'assurer la continuité du service ou de répondre aux besoins d'urgence liés à l'exercice de ses fonctions.

Chaque concession de logement est octroyée à titre gratuit.

✓ Pour occupation précaire avec astreinte

Ce dispositif est réservé aux emplois tenus d'accomplir un service d'astreinte et qui ne remplissent pas les conditions ouvrant droit à la concession d'un logement pour nécessité absolue de service.

Chaque concession de logement est octroyée à titre onéreux (50 % de la valeur locative).

Dans les deux cas, le bénéficiaire devra supporter l'ensemble des réparations locatives et des charges locatives afférentes au logement qu'il occupe (déterminées conformément à la législation relative aux loyers des locaux à usage d'habitation), ainsi que les impôts ou taxes qui sont liés à l'occupation des locaux ; il souscrit une assurance contre les risques dont il doit répondre en qualité d'occupant (R 2124-71 code général de la propriété des personnes publiques).

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code du Domaine de l'Etat,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée, relative à la Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 21,

VU le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012, réformant le régime des concessions de logement et actualisant les articles R 2124-64 à R 2124-74 du code général de la propriété des personnes publiques,

VU l'arrêté du 22 janvier 2013 relatif aux nombres de pièces et aux superficies de ces logements,

VU les délibérations des 29 juin 2007 et du 05 décembre 2011 dressant la liste des emplois justifiant l'attribution d'un logement de fonction,

CONSIDERANT que les conditions de concession de logement de fonction ont été modifiées en 2012,

CONSIDERANT les contraintes liées à la fonction de Directeur Général des Services nécessitant une grande disponibilité,

CONSIDERANT que l'emploi de Directeur Général des Services permet de bénéficier d'un logement de fonction,

Sur proposition de M. Le Maire et après en avoir délibéré,

DIT que les délibérations des 29 juin 2007 et du 05 décembre 2011 sont abrogées,

DECIDE de fixer la liste des logements de fonction comme suit :

Logement pour nécessité absolue de service de la commune :

✓ Emploi : Emploi fonctionnel de Directeur Général des Services

- Nécessité d'assurer une présence en dehors des heures légalement travaillées, y compris en soirée, le samedi et le dimanche et à certaines périodes de l'année,
- Nécessité d'assurer l'encadrement et la coordination de l'ensemble des services pour répondre aux situations de sûreté publique, d'urgence, notamment en période de crise,
- Consistance du logement : 65 m², type T3 (2 chambres, 1 séjour, 1 terrasse, 1 cellier), concédé nu et à titre gratuit dans limite de la superficie et du nombre de pièces fixées en fonction de la situation familiale de l'agent conformément au CGPPP - art R2124-72,
- Prestations complémentaires : espaces extérieurs, box pour un véhicule léger,
- Conditions financières : sans contrepartie de loyer, charges courantes liées au logement de fonction (eau, électricité, téléphone, chauffage, assainissement, entretien courant et menues réparations,...) et charges et taxes dites « récupérables » à acquittées par l'agent occupant le logement,
- Le versement d'un dépôt de garantie destiné à couvrir les éventuels manquements aux paiements de la redevance, des charges liées au logement, aux frais d'entretien et aux réparations des dégradations sera demandé dès la date d'effet de l'attribution du logement à l'agent.

PRECISE que l'octroi d'un logement de fonction pour nécessité absolue de service est cumulable avec la prime de fonctions et de résultats (PFR) avec une réduction de la part fonctionnelle.

~~Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la commune, section de fonctionnement,~~

AUTORISE M. le Maire ou un adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés,
Ont signé au registre les membres présents.

Crest, le

Le Député-Maire de Crest
Hervé MARITON

<p style="text-align: center;">PERSONNEL COMMUNAL : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS</p>
--

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que l'organisation des services, les mouvements de personnels, l'évolution des carrières, notamment par l'avancement de grade dans un cadre d'emploi ou au titre de la promotion interne, la réussite aux concours et examens professionnels, les départs de certains agents, nécessitent des réajustement et la mise à jour du tableau des effectifs.

Le Conseil Municipal,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret 87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de Cabinet des autorités territoriales,

VU le tableau des effectifs approuvé par la délibération du 27 juin 2014

VU l'avis du comité technique paritaire en date du xxx octobre 2014,

Sur proposition de M. Le Maire et après en avoir délibéré,

DECIDE de supprimer :

Au 1^{er} décembre 2014 :

- ✓ un poste d'agent de maîtrise à temps complet
- ✓ un poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps complet
- ✓ un poste d'adjoint technique de 2^{ème} classe à temps non complet (32 heures hebdomadaires)

DECIDE de créer :

Au 1^{er} décembre 2014 :

- ✓ deux postes d'adjoints techniques de 2^{ème} classe à temps complet

APPROUVE le tableau des effectifs modifié.

DONNE pouvoir au Maire ou son représentant pour toutes les démarches et signatures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés,

Ont signé au registre les membres présents.

Crest, le

Le Député-Maire de Crest
Hervé MARITON